



actualité et intérêt des atlas nationaux dans les pays en voie de développement

le cas de l'Afrique noire

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la communication instantanée de l'information a aboli le temps et l'espace. Elle est devenue simultanément communication de masse. Les médias, surtout la télévision, ont banalisé, en la rendant quotidienne, une vision planétaire aujourd'hui dimension de la condition humaine. Connaissance immédiate, sensorielle, mieux, sensible, puisque les événements ne sont prioritairement, sélectivement montrés, qu'autant qu'ils relèvent de la sensation, de l'affectivité, du drame. La civilisation des loisirs, en outre, met au premier plan les horizons lointains, le dépaysement, l'évasion.

L'interrogation intellectuelle s'est ainsi faite intense, qui suit le saisissement par l'image. Interrogation impérieuse pour le plus grand nombre avec le besoin, tout d'abord, de situer, de localiser les faits, les acteurs, les victimes. Afin de comprendre, peut-être participer, aller voir, sortir en tout cas de l'état de témoin passif.

C'est dans ce contexte de «découverte» de notre univers vivant, embarqué dans une commune aventure terrestre, que les atlas sont devenus, depuis quelques décennies, des instruments indispensables de la connaissance. Ils épaulent l'audio-visuel. Alors que, naguère, ne sortant pas de l'ordre scientifique et pédagogique, ils ne concernaient vraiment, dans leur grisaille

jaunâtre d'ouvrages austères, que les chercheurs, les voyageurs et les écoliers, ils sont promus aujourd'hui au rang d'objets commerciaux, de grande vulgarisation, car outils de base du repérage géographique, et de plus en plus hauts en couleur. Ces «nouveaux» instruments de culture s'adressent désormais vitalelement au plus vaste public, tant nous sommes sollicités en permanence, dans un univers en crise sans cesse recommencée laquelle, de plus en plus près, nous concerne tous.

D'où les publications nombreuses, de nos jours, d'atlas mondiaux, régionaux, nationaux, historiques aussi bien que géographiques. Chaque pays veut avoir son atlas, autant par raison d'utilité (entre autres au regard du tourisme) que par souci de prestige, par désir d'attestation, sous forme cartographique, d'une présence réelle et bien reconnue dans le concert des nations.

Plus encore que les pays riches où l'audio-visuel est roi, les jeunes Etats en voie de développement ont à cœur de manifester très haut leur existence à part entière, entre autres par le moyen d'un atlas national. Ainsi ont vu le jour, depuis les années soixante et la proclamation des indépendances, tout spécialement en Afrique noire, un certain nombre d'atlas nationaux : Côte-d'Ivoire (1), Tchad (2), Ethiopie (3), Madagascar (4), Sénégal (5), etc.

Il est certain que, pour des pays depuis peu indépendants, l'atlas est d'abord un moyen de rejeter la situation d'anonymat, d'aliénation, voire de néantisation, qui fut leur lot à tous par le fait de la domination coloniale. L'atlas est donc le signe matériel, parmi d'autres signes symboliques, de l'affirmation d'un être collectif dans les limites d'un certain espace géographique, de la récupération d'une destinée propre.

Mais l'atlas, pour un pays du tiers monde, est bien plus qu'une affirmation de soi à usage international. Les données qu'il présente, géographiques, historiques, démographiques, sociologiques, économiques, sous forme cartographiée, apportent une vue continue, homogène, à la fois analytique et globale, de la réalité nationale à un moment donné de l'histoire. Par là, il remplit une tâche civique de premier plan. Il est évident qu'un pays, une société, ne peuvent vivre durablement sans le sentiment intense de leurs racines. Or, les pays du tiers monde, ex-colonisés pour la plupart, ont à prendre possession mentalement et concrètement de leur espace territorial, pour en faire au plein sens du terme, un espace national, qu'anime le contrat social, c'est-à-dire la volonté de vivre ensemble. Par-delà le pluralisme ethnique, par-delà l'arbitraire de frontières héritées du partage de l'Afrique par les grandes puissances européennes, au XIX^e siècle, en fonction de leurs seuls appétits égoïstes ; par-delà la dépossession coloniale si difficile mentalement à surmonter, l'atlas peut contribuer activement à la prise de conscience de l'identité nationale, voire à la réalisation de cette identité, dans l'espace et dans le temps.

Car une nation ne se forge pas spontanément sous le seul aiguillon de la proclamation de l'indépendance. Elle se fait, se construit, moins dans l'euphorie que dans les difficultés et les crises. Maints exemples africains sont là pour en témoigner. Pour un Sénégal, ou une Côte-d'Ivoire, un Cameroun, solidement rassemblés après vingt ans d'indépendance en dépit des forces centrifuges, combien d'expériences en forme d'échec et de tragédie du style tchadien !

C'est dans le cadre artificiel des frontières coloniales qu'ont accédé à la dignité d'Etats indépendants, en

1960, tous les pays d'Afrique noire sans exception. Ces frontières, presque toutes, recoupent les peuples. Plus d'une ethnie, avec sa langue et son patrimoine culturel propres, se trouve partagée entre plusieurs Etats. Pour ne citer que l'exemple du Sénégal, pays pourtant fortement « national » dans son comportement depuis vingt ans, il est certain que les frontières, sur plus d'un point, sont aberrantes, et créent du point de vue économique et politique des difficultés de toutes sortes. Ainsi, de part et d'autre de la frontière sénégal-gambienne, vivent les mêmes ethnies Wolof, Manding et Peul, ce qui facilite énormément les opérations de contrebande entre les deux pays, au détriment du Sénégal. Sur les deux rives du cours moyen du fleuve Sénégal, qui marque la frontière avec la Mauritanie, habite la même ethnie Toucouleur. Ce qui permet aux ressortissants de cette ethnie, pour échapper au paiement de l'impôt personnel, de s'affirmer mauritaniens au Sénégal et sénégalais en Mauritanie ! De part et d'autre de la frontière entre Sénégal et Guinée-Bissau, vivent les mêmes ethnies Balant. Ce qui permet aux maquisards guinéens, pendant la guerre de libération menée contre le Portugal, de se mettre à l'abri des poursuites et représailles, chaque fois que nécessaire, chez leurs frères de Casamance, en territoire sud-sénégalais. Enfin, l'ethnie Peul, commune au Sénégal (Haute-Casamance et sud-est de la province du Sénégal oriental) et à la République de Guinée (Massif du Fouta Djallon et ses abords), ne tient guère compte, dans la pratique, de la frontière, malgré sa fermeture, et nombreux sont les Peul guinéens qui, pour fuir les difficultés dans leur pays et surtout le chômage, viennent tenter leur chance pour un temps dans le bassin arachidier sénégalais ou à Dakar...

Or ces frontières, pour étranges qu'elles soient, sont considérées, par le commun accord des Etats membres de l'Oua (Organisation de l'Unité Africaine) comme intangibles, sauf à mettre à feu et à sang l'ensemble de l'Afrique noire tant les possibilités de contestation sont générales. C'est dans ce découpage artificiel qu'il s'agit donc, depuis l'Indépendance, d'édifier des nations.

D'où l'importance, dans les limites de chaque pays, du consensus national. Les Etats d'Afrique noire, tout comme les Etats européens, sont moins des nations biologiques et instinctives que des nations contractuelles où la volonté nationale, le patriotisme, l'exaltation du patrimoine commun, l'extrême personnalisation du pouvoir, tiennent lieu de ciment. Encore faut-il en aider la « prise ». De ce point de vue, l'atlas national est un instrument inégalable. Il éduque, habitue les esprits des jeunes à surmonter les particularismes, les rivalités ethniques et régionales, il donne à voir et à penser en termes d'ensemble national. La présentation d'un pays « dans sa totalité temporelle et spatiale, mais inséré à sa place dans le monde », tel est l'objectif de l'atlas national, ainsi que le précise L.S. Senghor dans sa préface à l'atlas national du Sénégal.

S'il est figuration d'abord spatiale, géographique, « horizontale » de l'ensemble national (organisation physique et climatique, répartition et densité du peuplement, activités économiques, terroirs, villes, communications, équipements de toute nature), l'atlas apporte aussi, par les cartes historiques et socioculturelles, cette dimension « verticale », temporelle, sans laquelle il serait incomplet, négligerait l'une des formes majeures

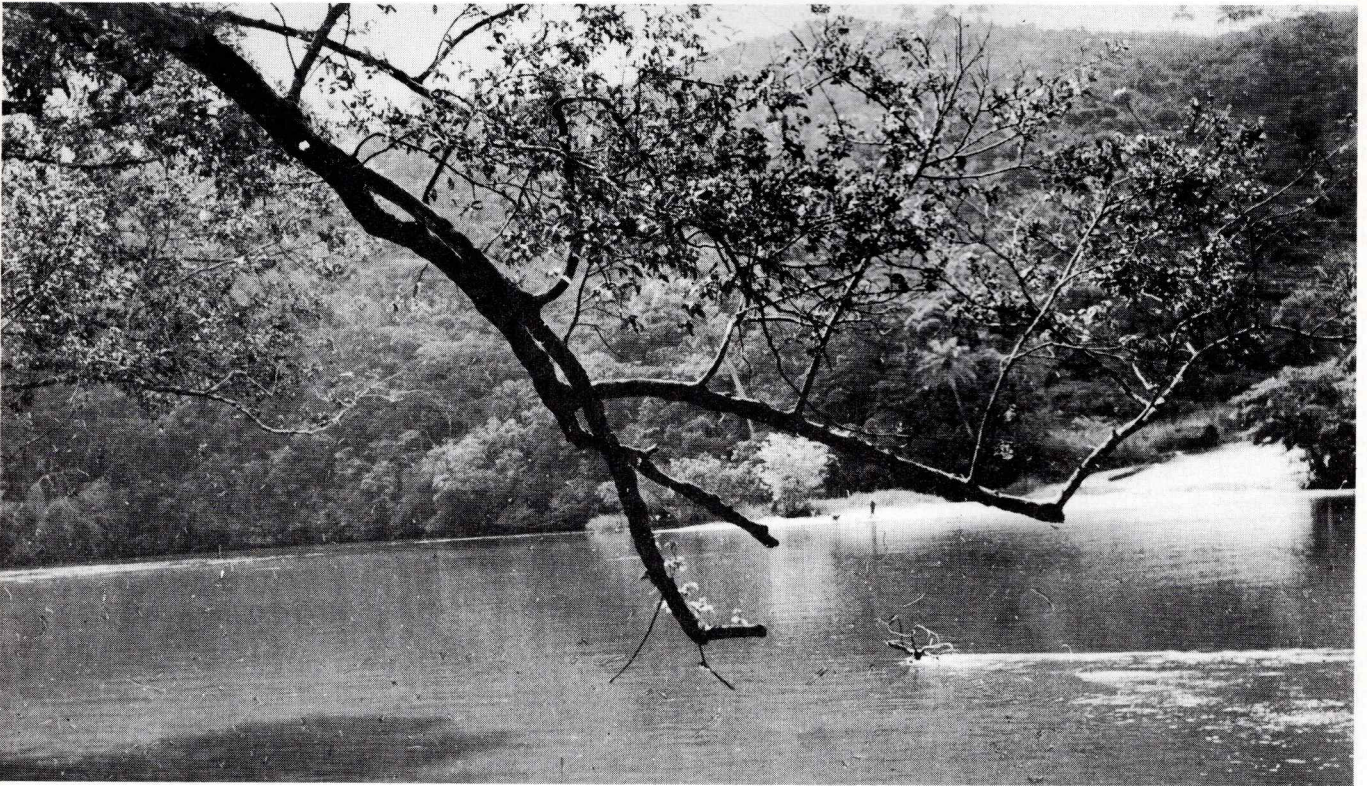
(1) Atlas réalisé par les chercheurs de l'Orstom (Office de la Recherche scientifique et technique Outre-Mer). Publié depuis 1965. Une vingtaine de cartes, au total, sont parues.

(2) Atlas pratique du Tchad, élaboré par l'Institut National Tchadien pour les Sciences Humaines, sous la direction du professeur Jean Cabot. Publié par l'Institut Géographique National, Paris, 1972.

(3) Atlas of Ethiopia. Réalisé par le Département de Géographie de l'Université d'Addis-Abeba, sous la direction de Mesfin Wolde-Mariam (Addis-Abeba, 1^{re} édition août 1969 ; 2^e édition 1970).

(4) Atlas de Madagascar, réalisé par le Laboratoire de Géographie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Tananarive, sous la direction de René Battistini, Paul et Françoise Le Bourdieu, avec le concours de l'Orstom et de l'Ign. Publié par les soins de la Bdpa (Bureau pour le Développement de la production agricole). Tananarive, 1969.

(5) Atlas national du Sénégal. Réalisé sous la direction de Jean Dresch, Victor Martin, Paul Pélissier, Amar Samb, Régine Nguyen, Van Chi-Bonnardel. Maquettes élaborées par l'Ecole supérieure de cartographie géographique de Paris. Publication par Ign Paris et Nouvelles Editions Africaines, Dakar, 1977.



de l'enracinement, dans ses aspects les plus émotionnels. Cet enracinement «à quoi doit aider l'atlas national, c'est, dit L.S. Senghor, en deçà de l'histoire coloniale et sous la strate de la culture coloniale, l'identité originaire de l'ethnie» (6). Il est significatif que, dans l'atlas national du Sénégal, les cartes qui ont le plus immédiatement passionné le public, scolaire et autre, sont d'une part les cartes historiques : préhistoire et protohistoire sénégalaises, qui attestent la longue présence humaine sur le sol national ; histoire des royaumes sénégalais de la période précoloniale ; de la résistance de ces royaumes à la conquête puis à la domination coloniale ; d'autre part, les cartes socio-religieuses, dans un pays où l'islam concerne 90 % de la population et est un puissant facteur de rassemblement.

L'atlas est ainsi instrument de connaissance, instrument d'adhésion nationale, outil pédagogique de premier plan et, pour reprendre le mot du président sénégalais, son rôle est pour ainsi dire «militant».

En tout cas actif. Car l'atlas national, dans un pays en voie de développement, constitue un document de travail au service de la planification, des projections, des «horizons», donc du futur. Il fait le point en effet sur les ressources existantes, valorisées et en potentiel. Son rôle peut donc être essentiel dans l'aménagement du territoire. Ainsi, dans l'Atlas national du Sénégal, les cartes de la répartition et des densités de peuplement, les cartes des équipements, dans l'espace territorial, montrent-elles à l'évidence les voies de l'avenir : les deux tiers de la population sénégalaise sont groupés dans le seul tiers occidental du pays, au maximum à 200 km de la mer. Plus des deux tiers du territoire sont presque vides. A l'ensemble occidental bien peuplé,

correctement équipé et mis en valeur depuis la période coloniale dans le cadre de l'économie arachidière de traite, s'oppose l'intérieur non arachidier, encore enclavé, inachevé, insuffisamment équipé, et qui reste à intégrer à l'ensemble de l'économie, de la vie nationale. Le Sénégal oriental, les Terres Neuves de l'est du bassin arachidier, forment l'avenir du Sénégal, sa «nouvelle frontière», l'espace à peupler, à aménager, à développer. L'atlas est ainsi au service des responsables nationaux, quelle que soit leur spécialité. Car il est inventaire interdisciplinaire et, pour l'aménagement, outil de réflexion. Sans doute, à l'échelle décisionnaire, n'est-il pas aussi opérationnel qu'il serait souhaitable. La préparation et la publication d'un atlas demandent un temps assez long, deux à trois ans dans le meilleur des cas, et les données présentées, si récentes soient-elles, appartiennent déjà au passé lorsque l'atlas paraît, surtout les données économiques. Or, les planificateurs ne peuvent travailler que sur la base de l'actuel et du terrain rapproché...

Il est évident qu'en une soixantaine de cartes, un atlas ne peut exprimer qu'en vue haute, relativement simplifiée, les divers visages de la réalité nationale, et qu'à l'échelle des décisions à prendre par les acteurs du développement, des documents autrement fouillés sont nécessaires. Il y a, il est vrai, des données qui ont un caractère de relative permanence : structure géologique, formes du relief, nature des sols, éléments du climat, ethnies, religions, langues, histoire... Mais beaucoup d'autres données sont mobiles, et même très mobiles ; or on les fige en les cartographiant. Tout au plus représentent-elles la réalité **à un moment donné**. Les détracteurs des atlas nationaux (ils existent...) déplorent ainsi que l'on dépense beaucoup d'argent (car préparation et réalisation d'un atlas sont d'un coût élevé) pour présenter des éléments qui sont déjà dépassés lorsqu'on les présente... En outre, avec ses cartes suc-

(6) L.S. Senghor. Préface de l'atlas national du Sénégal, 1977.

cessives, sectorielles, l'atlas a le défaut de poser séparément les problèmes : d'un côté les problèmes agricoles par exemple, de l'autre les problèmes routiers, les problèmes commerciaux, les problèmes industriels... alors que tous ces problèmes sont liés, à l'intérieur d'une réalité dynamique, en continuel changement ; alors qu'il y a corrélation entre tous les éléments mouvants de cette réalité. D'où la grande insuffisance des images fixes et cloisonnées que l'atlas peut offrir.

On touche, ici, à des limites bien réelles. L'atlas national est un outil de travail dans le domaine de la communication, dans le domaine pédagogique, dans le domaine civique, mais cet outil ne peut permettre d'**agir** que s'il est complété par des documents figurant le sens du changement, la tendance (7), laquelle varie d'une année à l'autre, d'un mois à l'autre, voire d'un instant à l'autre (s'agissant des données météorologiques, par exemple). Sans doute, l'atlas s'efforce-t-il chaque fois que possible d'indiquer la tendance. Ainsi, dans l'atlas national du Sénégal, est figurée l'évolution des effectifs de population, de la production de l'arachide, de la production de pêche, du commerce extérieur, des activités du port de Dakar. Mais cette représentation évolutive appartient, elle aussi, au passé lorsque paraît l'ouvrage et elle ne peut répondre aux besoins d'utilisateurs ayant à prendre, à partir des faits présents, des décisions étroitement appliquées au terrain et qui engagent l'avenir.

On ne peut donc demander aux atlas nationaux plus que, de par leur nature, ils ne peuvent dire. Il n'en est pas moins vrai, à cette limite près, que dans les jeunes nations indépendantes ils répondent à un besoin profond, essentiel.

Il reste que la préparation et la réalisation de ce genre d'ouvrage posent beaucoup de problèmes. En premier lieu financiers... L'atlas est presque un objet de luxe, pour un pays pauvre. L'investissement nécessaire au départ est rarement amorti, étant donné l'étroitesse du marché (les pays d'Afrique noire, dans leur majorité, ont entre 5 et 10 millions d'habitants dont un tiers, en moyenne, est alphabétisé) et la faiblesse de la capacité d'achat (un atlas est un ouvrage cher). Il s'agit donc, en termes strictement financiers, d'un investissement à perte, que seuls peuvent réaliser un gouvernement, au nom de l'intérêt national, ou un organisme de recherche (Orstom, Cnrs), ou encore une fondation (Ford, par exemple, s'agissant de l'atlas bilingue de l'Afrique de l'Ouest), au nom de l'intérêt scientifique et dans le cadre d'accords de coopération.

Les phases d'élaboration de l'Atlas ne sont pas moins hérissées d'écueils. Il s'agit d'abord de réunir la documentation qui permettra aux spécialistes, géographes, historiens, sociologues, économistes, de confectionner les pré-maquettes, autrement dit le brouillon des cartes.

Puis, à partir de ces esquisses, de dessiner les maquettes définitives telles qu'elles figureront dans l'ouvrage. Enfin, de confier ces maquettes aux cartographes et techniciens pour la réalisation des planches d'impression. Toutes ces opérations requièrent l'intervention d'un grand nombre de personnes : un comité scientifique de préparation, un maître d'œuvre responsable intellectuellement et matériellement de la coordination des travaux, une équipe interdisciplinaire de chercheurs et universitaires, enfin l'important appareil de techniciens du stade final.

Les documents utilisés dans la confection d'un atlas national sont de plusieurs ordres. Il y a les cartes existantes, les photographies aériennes, les résultats d'enquêtes effectuées sur le terrain, enfin les statistiques. Dans des pays dépourvus de moyens d'investigation perfectionnés, voire de moyens d'investigation tout court, la documentation utilisable est toujours fragmentaire, très lacunaire, souvent erronée, surtout dans le domaine des sciences sociales et économiques. Ces insuffisances, bien entendu, ne doivent pas faire renoncer à élaborer un atlas mais, par la force des choses, elles situent celui-ci au niveau de l'art du possible...

Les documents cartographiques sont souvent hétérogènes et ils ne sont pas toujours fiables. Dans les pays francophones d'Afrique noire, en dehors des cartes dressées par l'Institut Géographique National, topographiques et routières, qui forment la documentation cartographique de base, il existe quelques cartes sectorielles émanant de services spécialisés : Recherche géologique et minière, Hydraulique, Eaux et Forêts, Agriculture, Communications et Transports, entre autres. Cette documentation est rarement à jour et, lorsqu'elle est récente, il arrive que les projets soient figurés, sans mention spéciale, comme s'ils étaient réalité. Ainsi, le Service sénégalais des Communications et Transports a élaboré, au début des années soixante-dix, une très belle carte routière où, dans l'est du pays, fort mal pourvu en routes «automobilisables», figurent de grandes voies classées comme «nationales» et même «internationales» et présentées comme voies à grande circulation, donc revêtues ou du moins en terre à caractéristiques définitives (routes de Tambacounda à Matam, de Tambacounda à Kidira, de Tambacounda à Kédougou). Or, ces voies ne sont en fait que d'affreuses pistes où il ne fait pas bon s'aventurer sans véhicule tout-terrain ! Tourisme oblige et orgueil national aidant, il est naturellement tentant d'anticiper et de présenter comme construits des axes qui ne le sont pas encore... Les cartes sectorielles doivent donc être utilisées avec prudence et après vérification, en assumant le risque d'être taxé de pessimisme (8) par les responsables des secteurs concernés, mais un atlas présente ce qui est, non ce qui sera, sauf désignation particulière, distincte, des équipements dont la construction est programmée, avec financement assuré. Quant aux cartes de l'Institut Géographique National, même très respectueuses du terrain, elles ne sont pas exemptes d'erreurs et de lacunes. En Afrique intertropicale, où s'observe une certaine mobilité du peuplement, il arrive que des villages changent de place... Si bien qu'il n'est pas rare

(7) C'est ce que pense avec force un expert comme Jacques Bertin, directeur du Laboratoire de graphique à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Ses objections contre les atlas nationaux et régionaux tiennent au fait qu'ils ne permettent pas d'agir. Seuls sont opérationnels, estime-t-il non sans raison, la graphique, le traitement graphique de l'information, ces techniques modernes, en partie mathématiques, prenant en compte simultanément toutes les variables. Une analyse multivariée, qui aboutit à l'établissement d'un fichier de données, permet, une fois ces données traitées par la graphique, d'élaborer une cartographie destinée aux responsables ayant à prendre des décisions dans un domaine déterminé.

(8) «Les géographes ne savent pas rêver...», m'a dit un jour L.S. Senghor, à propos de la problématique du pétrole dans le sous-sol sénégalais.

que telle agglomération rurale figurant sur une carte n'existe plus sur le terrain ou bien, inversement, que soient inscrits sur le terrain des villages que la carte ignore...

Les enquêtes sur le terrain ont en général un caractère ponctuel (monographies) ou partiel (enquêtes thématiques dans un espace local ou régional déterminé). Il est très rare que soient à disposition les résultats d'enquêtes couvrant l'ensemble du pays, sur un sujet donné. Or, il est toujours hasardeux d'extrapoler des résultats partiels à la totalité du territoire ou même à une région, car le risque d'erreur est énorme. C'est pourtant ce que l'on fait, lorsque la documentation est lacunaire. En matière agricole, par exemple, dans les espaces non enquêtés et souvent mal connus, on procède à des sondages en un certain nombre de lieux choisis comme étant significatifs du point de vue des plantes cultivées, des systèmes de cultures, des rendements, de la production agricole. A partir de ces sondages, on extrapole à une région entière, approximativement, au risque bien entendu de passer à côté de la réalité exacte. En l'absence d'une documentation précise suffisamment étendue, il faut bien en venir à cette restitution interpolée, sans doute altérée, mais on s'efforce qu'elle le soit le moins possible. La photographie aérienne, en effet, peut venir au secours du sondage, lorsqu'elle existe. Elle autorise même, à moindres risques que le sondage, le comblement des manques. Ces méthodes approximatives, pour peu satisfaisantes qu'elles soient, n'apparaissent évidemment acceptables qu'en raison des vides de l'information, et à condition de formuler, dans les notices qui accompagnent les cartes, les réserves indispensables.

Les statistiques, enfin, sont plus que décevantes. Les chiffres ne rendent pas compte des situations exactes car ils sont erronés, fautes, à la base, d'appareils de contrôle de la production qui soient satisfaisants. Alors que dans un pays occidental, où tout est saisi par les recensements, où tout est mis en fiches à commencer par les citoyens, on peut arriver à des vues d'une précision quasi mathématique, rien de tel dans les pays en voie de développement. Les appareils statistiques existent à l'échelon national, au sommet, armés de techniques correctes, mais ils travaillent sur des chiffres faux. Dans le domaine agricole, par exemple, en l'absence de cadastre, on est dans l'ignorance des surfaces cultivées. Comme les terroirs d'Afrique noire sont extensibles, avec une bonne part de brousse restant éventuellement à défricher, les surfacesensemencées varient d'une année à l'autre, selon la conjoncture climatique (c'est-à-dire les plus ou moins bonnes pluies), selon la conjoncture économique et selon les fluctuations de la main-d'œuvre (assez mobile) dans les concessions. Les rendements, de la même manière, sont variables, et par conséquent la production. Celle-ci n'est donc quantitativement connue de façon approchée que lorsqu'elle fait l'objet de commercialisation massive (car la commercialisation divisée, portant sur de petites quantités, est insaisissable). C'est le cas de l'arachide et du coton au Sénégal, du café, du cacao, du coton, des fruits en Côte-d'Ivoire notamment. S'agissant des effectifs de population, de leur évolution temporelle, structurelle et spatiale, l'incertitude ne le cède en rien aux approximations en matière agricole... On ne connaît exactement ni le taux de natalité, ni le taux de mortalité, ni par consé-

quent l'accroissement naturel, les registres d'état civil n'étant ouverts que dans les grandes villes. Encore ne sont-ils guère tenus à jour. Comment la population se répartit-elle entre les différents secteurs d'activité ? On ne peut faire aucune réponse précise. Les chiffres varient parfois dans d'importantes proportions d'une source à l'autre. Il est exceptionnel de pouvoir disposer, dans un secteur donné, de séries homogènes. Tout cela est d'autant plus gênant que les planificateurs ne peuvent faire de prévisions valables qu'à partir de données exactes, concernant au moins le taux d'accroissement naturel et l'emploi.

Avec ces chiffres disponibles n'introduisant qu'à des ordres de grandeur, l'élaboration d'un atlas dans un pays en voie de développement relève tout simplement de l'exploit ! Car il s'agit de faire des représentations exactes avec des chiffres faux ; de réduire les distorsions criantes qui en résultent, fatalement, en sciences humaines et économiques, d'une planche cartographique à l'autre ; et d'intervenir parfois subjectivement, en fonction de la connaissance que l'on a du thème figuré, pour rétablir un ordre normal dans les choses, une continuité, et faire que les cartes soient comparables du point de vue du contenu, dans un tout si possible homogène... Lorsque les lacunes sont vraiment par trop grandes, sur un sujet pourtant majeur dont la représentation cartographique aurait un haut niveau d'intérêt, mieux vaut totalement s'abstenir et reconnaître, au nom de l'honnêteté scientifique, l'impossibilité, en l'état présent des recherches et des connaissances, de réaliser cette représentation.

Peut-être, dans quelques années, lorsque les jeunes Etats indépendants auront constitué de solides équipes de chercheurs nationaux, un atlas figurant avec une totale exactitude les divers aspects de la réalité nationale sera-t-il concevable ? Sans doute y aurait-il lieu d'opter pour un ouvrage hiérarchisé, aboutissement de monographies systématiquement entreprises, accompagnées d'atlas simples mais précis figurant les données à l'échelle des villages (9), des villes, des régions, des diverses circonscriptions administratives, des ensembles économiques relativement homogènes. Vers la fin des années soixante, au Sénégal, le Collège d'aménagement du territoire de l'Ecole nationale d'économie appliquée avait ainsi commencé à réunir, sur le terrain, cette documentation de base mais l'expérience, semble-t-il, n'a pas été poursuivie. Du moins la voie a-t-elle été ouverte...

En attendant des atlas nationaux qui soient œuvre de perception et de structuration du vécu, par les nationaux eux-mêmes, tâche d'appropriation de leur patrimoine et de leurs activités, dans une dynamique de construction du pays, les atlas élaborés jusqu'ici sont inachevés et imparfaits, sans doute, trop souvent simple ajustement, simple mise en faisceau des travaux de chercheurs individuels, mais ils n'en sont pas moins gratifiants puisqu'ils portent témoignage pour un pays.

Régine NGUYEN VAN CHI-BONNARDEL

(9) Un très remarquable atlas de village a été publié il y a quelques années par J.-L. Chambard : *Atlas d'un village indien* (Paris, Mouton, 1973).